

Pour changer l'Europe, maintenant ! **MOBILISONS-NOUS!**





Les.
entretiens
DE SOLFÉRINO

Mercredi 10 juin 2009 de 18 h 30 à 20 h 30

Salle Marie-Thérèse Eyquem • 10, rue de Solférino • 75007 Paris

Emmanuel Maurel,

Secrétaire National à l'Université Permanente et d'Été

Laurence Dumont,

Secrétaire Nationale à la Formation

vous invitent à débattre avec : **Sylviane Agacinski,**
Philosophe, Professeur agrégée à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Autour de son ouvrage : « Corps en miettes »

Éditions Flammarion, collection « Café Voltaire » 2009

• Inscription obligatoire auprès de Christine • E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Téléphone : 01 45 56 76 13

■
2

LA JOURNÉE PME DU PS

Samedi 27 juin 2009 au Musée Social
5, rue Las Cases 75 007 Paris

Suite au colloque de janvier à l'Assemblée nationale sur les PME et la crise, au séminaire de mars sur les grandes entreprises, le but de cette journée sera, par une série d'auditions et de débats, de réfléchir à la sortie de crise et à nos propositions pour les PME, l'artisanat et le commerce de proximité.

Inscription obligatoire : cherif.ba@parti-socialiste.fr

Tel: 01 45 56 78 86

agenda du parti

Mardi 19 mai

Marseille, meeting national
pour les élections européennes

Mercredi 27 mai

Rezé, meeting national pour les
élections européennes

Jeudi 4 juin

Lille, meeting national pour les
élections européennes

Dimanche 7 juin

Élections européennes

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

La gauche au Parlement européen pour sauver les services publics



Razzy Hammadi,
secrétaire national aux
services publics

Partout où les droites européennes opposent efficacité et égalité, continuité des missions et exigences du marché tout en organisant sciemment la liquidation de notre bien commun, c'est la gauche, et uniquement la gauche qui se mobilise pour résister.

Pour la droite, tout doit y passer, La Poste, EDF, GDF, l'hôpital, le service public de l'emploi... L'aveuglement idéologique se confond avec l'inefficacité économique et l'injustice sociale. « Liquidation totale » est devenue leur nouvelle devise. Et demain ? L'École ? La Police ?... Le mouvement est le même partout en Europe, la droite majoritaire indique la direction.

Les élections européennes peuvent nous permettre de passer de la résistance à l'alternative.

C'est le message que nous devons relayer lors de la journée nationale de mobilisation du 20 mai. Mettre les services publics au centre du débat. Pour résister en sanctionnant, mais aussi et surtout en portant notre ambition.

Notre volonté, partagée par tous les partis socialistes européens, c'est de sacrifier les services publics dans une directive cadre. Projet que l'UMP et le Modem ne cessent de combattre. Avec une vision adaptée à la diversité des situations : services publics en réseau quand c'est nécessaire (nucléaire, eau, énergie...), d'autres maintenus dans le giron public et protégés du marché (services sociaux, santé...), et aussi de nouveaux services publics, démocratiques, puissants et continentaux (pôle financier public, transport...) répondant aux nouvelles attentes de notre temps, prenant en compte les nouveaux besoins de nos concitoyens.

Si le marché a fait cette Europe dont nous dénonçons les travers, c'est le service public qui demain fera une Europe forte. Nous sommes du Parti des services publics. Les artisans d'une conscience européenne de l'intérêt général à l'échelle d'un continent.

Le 20 mai puis le 7 juin, pour l'Europe des services publics, mobilisons-nous !

■ sommaire

Actualités France

Pôle emploi, le mauvais candidat	p.6
Tableau noir pour l'université	p.8

Élections européennes

Le combat pour les services publics	p.10
Focus sur l'euro région Sud-Est	p.14
En meeting à Clermont-Ferrand	p.17
En campagne avec Kader Arif	p.18
Ripostes : les arguments de la campagne	p.20

Histoire

Les premières élections européennes	p.26
-------------------------------------	------

L'invité

Lise Kossibale	p.28
----------------	------

Discrimination Les oubliés de la République

Le 8 mai dernier, dans toute la France, les socialistes se sont mobilisés pour rendre hommage aux anciens combattants des ex-colonies et appeler à la fin des discriminations dont ils sont victimes. 80 000 « oubliés de la République » sont concernés. Alors qu'un ancien combattant d'origine métropolitaine perçoit une pension militaire d'environ 600 euros par mois, le montant est de 150 euros pour un Sénégalais et de 80 euros pour un Marocain. Cette différence de traitement est indéfendable, et c'est pourquoi le PS demande au gouvernement d'y mettre fin.



Université Une provocation de plus

La situation dans les universités est grave. De nombreux étudiants risquent de perdre leur année et le gouvernement porte la responsabilité exclusive de cette crise. Dans ce contexte, Benoist Apparu, député UMP, vient de procéder à une nouvelle provocation : proposer une loi consistant à faire élire le président d'université non seulement

par les membres du Conseil d'administration de celles-ci, mais aussi par des membres extérieurs, lesquels seraient nommés par une Commission formée par le recteur. Une procédure « simplement inacceptable » pour Bertrand Monthubert, secrétaire national du PS à l'Enseignement supérieur.



Service public Attention, plan social

« Le maintien des emplois publics est une nécessité pour affronter la crise. C'est le premier moyen dont dispose le gouvernement pour soutenir l'emploi et la consommation », a tenu à rappeler Razzy Hammadi, secrétaire national du PS aux services publics. Et pour cause : le gouvernement vient à nouveau de confirmer, par la voix de Christine Lagarde, la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Avec 34 000 postes supprimés en 2010, l'action du gouvernement aboutit à un seul résultat : aggraver les effets de la crise.

Santé Unis contre la loi Bachelot

Le Havre, Besançon, La Roche-sur-Yon, Gap-Sisteron, Moûtiers, Alès,

Nice, Lyon, Strasbourg, Marseille... Partout en France, le 14 mai a marqué une nouvelle étape dans la lutte contre la loi Bachelot sur l'hôpital public. À l'initiative du Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins partout et pour tous, ces manifestations ont une nouvelle fois dénoncé la dérive vers « l'hôpital-entreprise ». Déjà amendée au Sénat qui a notamment donné plus de poids à la communauté médicale, cette loi continue d'inquiéter patients et personnels de santé.



Internet La première victime d'Hadopi

Le responsable du pôle web innovation de TF1, Jérôme Bourreau-Guggenheim, a été licencié après avoir déclaré son opposition au projet Hadopi, dans un mail privé à la députée de sa circonscription, Françoise de Panafieu. Celle-ci a fait suivre le message au ministère de la Culture. Un membre du cabinet de Christine Albanel, Christophe Tardieu, a transféré cet email à la chaîne privée qui a immédiatement procédé au licenciement. Un bel exemple de l'amitié légendaire de TF1 avec le gouvernement !

Page réalisée par Arianne Vincent



L'image de la semaine

Pour une Europe des citoyens

Dernière ligne droite pour la campagne des élections européennes. Martine Aubry, Première secrétaire du PS, a réuni, le 12 mai, rue de Solférino, les parlementaires et les grands élus locaux. À cette occasion, elle a rappelé que « les forces vives du Parti sont sur le terrain pour défendre le Manifeste que nous partageons à 27 pays. Notre Europe n'est pas libérale, elle ne ressemble en rien à cette Europe libérale des 19 pays qui la gouvernent actuellement. Notre Europe créera de l'emploi, renouera avec la croissance et remettra l'économie devant la finance. Elle préparera les emplois durables de demain et laissera une autre planète à nos enfants. Ce sera une Europe juste dans la répartition des richesses et dans la défense des services publics ».

Le Pôle emploi ne fait

Mise en œuvre fin 2008, la fusion de l'ANPE et des Assédic baptisée Pôle emploi s'avère un échec sur toute la ligne. Avec la crise, le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse de croître et le personnel, en sous-effectif et insuffisamment formé, ne parvient pas à faire face. Une situation désastreuse, à mettre une fois de plus sur le compte d'un gouvernement qui privilégie la logique comptable et non l'intérêt général.

6

« Au cours des mois à venir, tout le monde va se mobiliser pour identifier les locaux, former les agents à des métiers nouveaux, déterminer une offre de services à la hauteur des attentes des demandeurs d'emploi comme des entreprises. L'une des réponses à la crise, elle est là : le meilleur service public de l'emploi d'Europe », promettait Nicolas Sarkozy, en octobre 2008, à Rethel dans les Ardennes. Autant dire qu'il a échoué. Encore. Car la nouvelle réalité du service public de l'emploi français s'appelle Pôle emploi. Le résultat d'une fusion entre l'ANPE et les Assédic dont l'objectif annoncé était triple selon Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'Emploi : « Simplicité pour le demandeur d'emploi, accompagnement sur mesure, efficacité pour le retour vers l'emploi. » Mais la précipitation

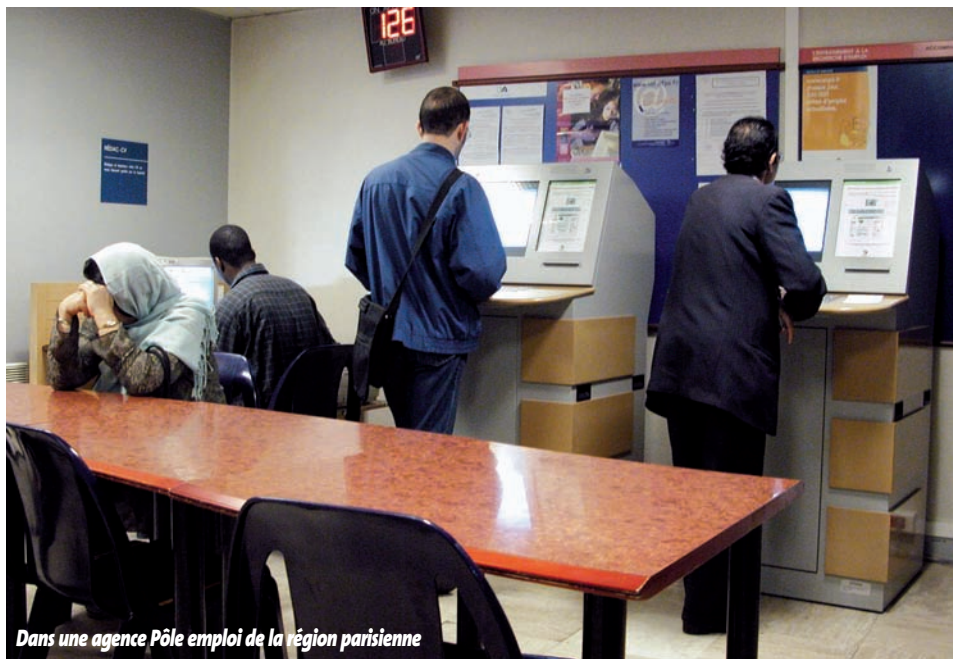
habituelle du gouvernement a mené ce service droit à l'échec. « Il y a de nombreux retards de traitements dans les dossiers qui arrivent, déplore Jean-Cyril Le Goff, délégué central de l'UNSA Pôle emploi. Dans le cadre du suivi mensuel personnalisé mis en place sous le gouvernement Villepin, il y avait environ 120 demandeurs d'emploi pris en charge par un conseiller, sauf pour les publics en grande difficulté où la moyenne s'approchait des 60 personnes. L'objectif annoncé de Pôle Emploi était de 60 demandeurs d'emploi suivis par un conseiller et 30 sur les publics les plus éloignés de l'emploi, pour se rapprocher des standards européens. On en est très loin aujourd'hui : les ratios explosent. Ça atteint des records avec 150 à 250 demandeurs d'emploi par conseiller. »

Mesurettes

La droite a mené cette réforme dans la précipitation, sans prendre en compte un contexte de l'emploi qui, dès 2008, s'assombrissait. Et avec la crise, le chômage a explosé : 250 000 demandeurs d'emploi supplémentaires ces trois derniers mois. Du coup, les 45 000 employés du Pôle emploi ne suffisent pas à gérer l'afflux de nouveaux dossiers. Et les agents sont incapables de répondre aux attentes. « Il y a eu une impréparation totale dans la fusion des 30 000

employés de l'ANPE et des 15 000 de l'Unedic car c'était jusqu'à présent des métiers très différents. Les personnels de ces deux entités n'ont pas été formés, si ce n'est à la va-vite, pour pouvoir aujourd'hui exercer leur fonction dans des conditions normales », condamne Alain Vidalies, secrétaire national du PS à l'emploi. Aujourd'hui, la formation de ces agents qui doivent désormais gérer à la fois le reclassement des demandeurs d'emploi et l'octroi de leurs indemnités est restreinte à trois - cinq jours, alors qu'elle nécessite normalement six à dix-huit mois. Il aurait fallu 60 000 agents pour qu'un conseiller ne s'occupe que de 30 à 60 demandeurs d'emploi. Soit 15 000 postes supplémentaires par rapport à aujourd'hui. Les retards de dossiers - 80 000 en mars selon l'association AC Agir contre le chômage - s'accumulent. Face à cette situation, Nicolas Sarkozy se contente de mesurettes. Le 31 mars, à Châtellerault, il a promis 1 840 créations de postes. Très insuffisant. « La vraie problématique c'est le temps de traitement des dossiers, explique Jean-Cyril Le Goff. Dans un premier temps, la crise a touché les intérimaires, les fins de CDD, les plus précaires donc, qui à cause des retards de traitements dans les dossiers, touchent leurs indemnités très tard. Ce qui met

pas le poids



ces gens dans des situations parfois dramatiques. »

À cran

Du coup, le mécontentement enfle chaque jour. Sur le site d'information Rue 89, Serge Havez, président d'AC en témoigne : « Les gens gueulent, les salariés de Pôle emploi sont à cran. Ils nous disent qu'ils ont peur. On explique aux demandeurs d'emploi que leur dossier a été perdu, qu'il manque des pièces alors qu'ils les ont déjà données. Nous il faut qu'on négocie derrière avec EDF et les huissiers. On essaie de jouer un rôle tampon, mais quand les gens sont

à bout... » Et le scandale ne s'arrête pas aux retards. Après avoir déboursé 500 000 euros pour la réalisation du logo de Pôle emploi, l'État a mis en place un numéro unique d'appel pour les demandeurs d'emploi, le 3949, avec un coût surtaxé quand il était joint depuis un portable. Il aura fallu que les associations et partis politiques d'opposition interpellent le gouvernement pour qu'il rectifie le tir. On est loin du meilleur service public de l'emploi d'Europe promis par Sarkozy. Et cela ne devrait pas s'arranger de sitôt avec des prévisions qui annoncent une augmentation du chômage jusque fin 2010. Pour le reclas-

sement des demandeurs d'emploi, l'État a déjà signé des contrats avec des cabinets privés et se désengage encore de ses missions premières. « Le service de l'emploi est complètement déshumanisé et désorganisé. Dans le milieu, on appelle les chômeurs " des stocks " ! Ce sont seulement des numéros de dossier », s'insurge Marie Lohrer d'AC Bordeaux. Jean-Cyril le Goff conclut : « C'est la méthode Sarkozy. Il n'a pas encore fini de communiquer qu'il passe à autre chose. » Une méthode qui n'en finit pas de montrer ses limites.

Fanny Costes

Tableau noir pour l'université

Trois mois de conflit et aucune avancée. Le divorce entre les universitaires, les étudiants, d'un côté et le gouvernement, de l'autre, semble bien consommé. Seulement, alors que les examens approchent et que de nombreux étudiants ne savent pas encore s'ils pourront les passer, la droite accuse les professeurs d'irresponsabilité. C'est pourtant sa politique du pire qui a mené à cette impasse.

Un système de recherche « infantilisant et paralysant ». Le 22 janvier, Nicolas Sarkozy donnait ainsi le ton du combat que le gouvernement allait mener contre les chercheurs. Un laisser-passer pour le pire. Le 2 février, à la Sorbonne, plus de 300 représentants d'universités, réunis en assemblée générale par la coordination nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, votaient une grève générale et illimitée. Trois mois plus tard, le mot d'ordre de grève n'a pas été levé. « La colère est intacte » affirme Isabelle This Saint-Jean, présidente de Sauvons la recherche.

Quand le mouvement a débuté, Jean-Louis Fournel, porte-parole de Sauvons l'Université ne pensait pas prendre encore place dans « la ronde des obstinés », trois mois plus tard. « Je pensais au contraire qu'il y aurait un effet blitzkrieg, explique ce professeur à Paris 8, et que tout serait terminé en trois semaines vu l'ampleur de la mobilisation. Le fait que notre argumentaire soit largement partagé, de la droite républicaine et sensée à l'extrême gauche, nous permettait

d'avoir un spectre assez large pour ramener le gouvernement à la raison. » À défaut de guerre éclair, le gouvernement a préféré l'enlèvement. « Ils ont joué le pourrissement et l'exacerbation du conflit », analyse Bertrand Monthubert, secrétaire national du PS à la Recherche et à l'enseignement supérieur.

Cynisme

D'abord les coups en douce. Le gouvernement a profité des vacances de Pâques pour faire passer le décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, un décret applicable tout de même aux 57 000 enseignants-chercheurs (professeurs d'université et maîtres de conférence). Au lendemain de ce passage en catimini, François Fillon a déclaré que ce texte était « parfaitement conforme aux attentes de la communauté universitaire ». Une déclaration qui laisse rêveur puisque les principaux points de mécontentement, comme la modulation des heures ou le contrat doctoral unique, figurent toujours au décret. « Le gouvernement n'a pas fait de vrais reculs par rapport à son

projet initial, explique Bertrand Monthubert. Ainsi, il y aura toujours 900 postes supprimés en 2009. » Mensonge aussi quand Valérie Pécresse évoque « une concertation approfondie ». « Valérie Pécresse n'écoute pas les gens avec qui il y a désaccord, affirme Jean-Louis Fournel. Il y a une négociation avec les syndicats minoritaires pour obtenir un aménagement cosmétique du décret. » Et quand la ministre de l'Enseignement supérieur parle de « satisfaction générale », la communauté s'étrangle : « C'est d'un cynisme éhonté, affirme Bertrand Monthubert. Cela ne correspond pas à ce qui se passe sur le terrain. » En effet, seuls 2 des 35 représentants syndicaux que comptent





Étudiants en colère, dans les rues de Paris

le CTPU (comité technique paritaire universitaire) et le CSFPE (conseil supérieur de la Fonction publique de l'État) ont approuvé le texte, les autres votant contre ou s'abstenant.

Politique du pire

Les obstinés continuant de tourner, le gouvernement s'est fait menaçant. Ainsi, le député UMP Damien Meslot, annonçait, la semaine dernière, avoir déposé une proposition de loi pour « sanctionner de 1000 euros » d'amende tout étudiant ou toute personne extérieure à l'université qui « entrave, même partiellement, l'accès aux enseignements et aux bâtiments ». Le lendemain, Valérie Pécresse déclara

rait à l'Assemblée nationale que les universitaires qui retiennent les notes des étudiants, bloquent les rattrapages ou refusent d'organiser les examens seront soumis à « une retenue sur salaire ». « Les étudiants et les chercheurs ne manifestent pas pour leur plaisir mais pour l'avenir de l'université », explique Jean-Louis Fournel. Le gouvernement vient également de se rappeler qu'il y avait des examens à la fin de l'année. « C'est étonnant qu'il n'y ait pas pensé avant, déclare Jean-Louis Fournel. C'est un argument politique pour dénigrer le mouvement. Les étudiants sont des gens majeurs qui s'expriment comme ils le veulent. » Xavier Darcos et Valérie Pécresse ont déclaré

qu'il n'y aurait pas de « licence es-grève, de master en pétition ou de doctorat en blocage ». « La préoccupation par rapport aux examens est justifiée, analyse Bertrand Monthubert, mais il est facile de rejeter la faute sur les universités, il en est de la seule responsabilité du gouvernement qui s'assied sur toutes les règles du dialogue social. » L'Université de Toulouse-Le Mirail a calculé qu'il fallait au moins six semaines pour préparer des examens. « Lors de la crise du CPE, entamée en janvier, c'est un discours du Premier ministre Villepin, qui, le 10 avril, y a mis fin, rappelle Jean Fabbri. J'espère que les nombreux manifestants et la grève vont conduire le gouvernement à ouvrir des négociations sur l'ensemble des dossiers de manière globale. Cela permettra de sortir de ce conflit et de permettre aux étudiants d'obtenir leurs diplômes et à nos collègues de faire ce qu'ils préfèrent : de la recherche et de l'enseignement. » Plus grave qu'une année blanche, c'est le divorce entre les universitaires et leurs ministres qui se profile. « Valérie Pécresse espère sortir du conflit par des manœuvres qui pourraient aboutir au désengagement des universitaires quant à leurs missions, conclut Bertrand Monthubert. Il est temps d'arrêter cette politique du pire. »

Stéphanie Platat

« Les services publics sont essentiels pour la cohésion sociale européenne »



Depuis sa création, l'Union européenne a su développer un marché intérieur commun. Mais l'accent mis sur une libéralisation des échanges a créé un déséquilibre entre concurrence économique exacerbée et protection sociale a minima. Avec la crise, l'Europe doit plus que jamais devenir un cadre régulateur et porteur de progrès social, selon **Wolfgang Kowalsky**, conseiller du secrétariat général de la Confédération européenne des syndicats. Protéger les services publics, c'est renforcer l'intégration européenne.

On ne peut pas dire que l'Union européenne ait mis en avant les services publics ces dernières années...

Les services publics sont encore un domaine réservé des États. Le cadre européen a malheureusement donné l'avantage aux libéralisations et aux privatisations de services publics. C'est une tendance qui s'est accélérée sous la commission Barroso. L'exemple de la directive Bolkestein est très parlant. Ce texte s'est érigé en pilier de la libéralisation européenne. Et d'autres textes sont venus privatiser des services dits d'intérêts généraux. C'est notamment le cas pour les télécommunications ou les transports publics. Cette tendance s'est généralisée ces der-

nières années avec un Conseil européen dominé par des chefs d'État et de gouvernement en faveur du développement de la concurrence dans l'Union.

Selon vous, l'UE doit-elle se doter de règles plus protectrices des citoyens ?

Depuis le début de l'intégration européenne, il existe un déséquilibre entre l'intégration économique, monétaire, financière et l'intégration sociale. Nous l'avons toujours dénoncé à la Confédération européenne des syndicats (CES). C'est pourquoi nous avons demandé la mise en place d'une directive cadre pour protéger les services publics contre cette influence destructrice d'un marché intérieur libéral. Sans droits nouveaux pour les citoyens, sans régulation, le droit des travailleurs, la possibilité d'accéder à la santé ou aux transports sont mis à mal. Outre une mesure européenne protectrice des services publics, nous demandons qu'elle s'accompagne d'un protocole de progrès social qui devrait être mis dans les traités pour participer à

une meilleure régulation et à une meilleure protection.

Pourquoi l'UE constitue-t-elle un bon cadre pour la protection des services publics ?

Nous vivons actuellement dans un système à plusieurs niveaux. Il y a les échelles locale, régionale, nationale et européenne. Et les luttes se mènent à tous les niveaux. À l'échelle de l'Europe, il s'agit de donner aux citoyens une protection de plus en plus équivalente, en se basant sur ce qu'il y a de mieux. Malgré tout, la CES estime qu'avec le traité de Lisbonne et l'intégration de la charte des droits fondamentaux, le cadre s'est amélioré et pourra permettre plus d'avancées sociales à l'avenir. On pense se servir de ces nouveaux droits pour améliorer l'accès et la qualité de la santé, de l'éducation, les conditions des travailleurs, des femmes, des enfants... En favorisant les convergences européennes en termes de services d'intérêts généraux, on veut permettre aux quelque 500 millions de citoyens européens de voir leur niveau de vie s'élever. La

10





Renforcer les services publics, c'est construire une Europe plus proche des citoyens

11

Commission ne peut pas se contenter de laisser ces services au libre jeu du marché. Avec la crise, on a vu que le marché ne peut pas tout faire. Il faut un cadre juridique pour protéger des services sociaux qui justement, dans la crise, ont une fonction essentielle à jouer pour la cohésion sociale.

La mise en œuvre de textes promouvant les services publics et la protection des citoyens pourrait-elle améliorer l'intégration européenne ?

L'intégration, et surtout l'intégration sociale et politique, est l'unique manière de réellement rapprocher les citoyens des différents pays. Ils peuvent déjà voyager et travailler, mais il faut aussi créer un cadre plus social. Une union sociale et politique qui porte un projet commun. Pour les pères fondateurs, il y avait un projet commun : établir la paix. Aujourd'hui il faut un nouveau projet plus mobilisateur, pour la jeunesse notamment. Et en ces temps de crise, il

faut donner l'exemple et pas seulement laisser chaque État membre trouver des issues. On risquerait de renforcer la concurrence entre les États au détriment des citoyens. Alors que le cadre européen, dans la mondialisation, peut devenir le moyen de mieux se prémunir contre les difficultés économiques et sociales. L'instrument principal d'action de l'UE ne doit pas être la concurrence mais la coopération.

Propos recueillis par Fanny Costes



La santé n'est pas

Une directive sur les services publics en Europe est aujourd'hui essentielle.

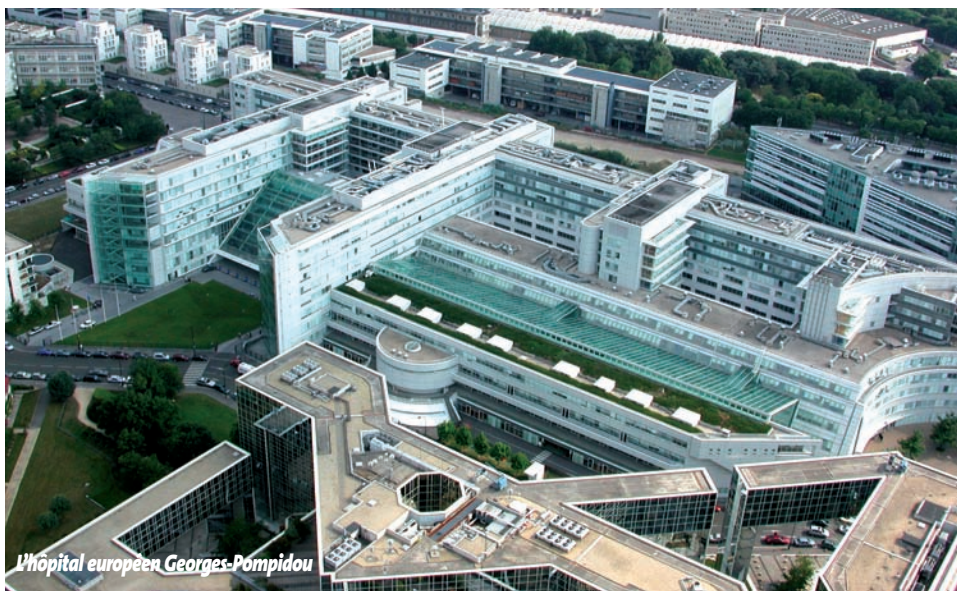
Après la directive Bolkestein qui visait à libéraliser les services, la Commission européenne tenue par José Manuel Barroso voudrait libéraliser les soins de santé sans qu'aucun encadrement ne vienne protéger les patients et les systèmes de santé nationaux.

La libre circulation des hommes est effective dans l'Union européenne. Travailleurs, étudiants passent d'un pays à l'autre de l'UE sans difficulté. Si l'un d'entre eux tombe malade, il peut déjà être soigné dans un État membre

et pris en charge, suivant le système de santé de son pays. Reste que la réglementation européenne est insuffisante pour permettre une qualité des soins identique pour tous les patients et encadrer la pratique des soins. Depuis quelques années, cette mobilité accrue s'est accompagnée de certaines dérives comme le tourisme médical. Un tourisme pour les plus riches ou les transfrontaliers qui vont se faire soigner à moindres frais dans d'autres États de l'UE. Outre les dangers liés à certaines pratiques médicales, les socialistes européens pointent le risque d'un déséquilibre d'accès aux soins. En 2005, au moment des discussions sur la

directive Bolkestein, la gauche au Parlement européen s'est battue pour en exclure les services d'intérêts généraux ou services publics. Elle a alors obtenu le retrait des services de santé et certains services sociaux.

Dans le même temps, Bernadette Vergnaud, eurodéputée socialiste française, a été chargée de rédiger un rapport d'initiative sur les soins de santé en Europe. « Dans mon rapport, j'ai estimé que la mobilité des patients devait être organisée et réglementée davantage, de façon à ne pas conduire à un système à l'américaine. J'y demandais la rédaction et l'adoption d'une directive claire sur les services de



L'hôpital européen Georges-Pompidou

une marchandise

soins de santé en Europe. Il fallait aussi considérer la mobilité des personnels qui existe bel et bien, en s'accordant sur les équivalences de formation notamment. Enfin, je réclame une autorisation préalable pour les soins hospitaliers. Quand, par exemple, dans un État, il y a des listes d'attente très longues pour certaines opérations, les patients peuvent être autorisés à aller se faire soigner dans un autre pays avec une autorisation qui leur permet d'avoir une couverture sociale, donc d'être remboursés ou que l'État avance l'argent. Une réglementation qui permettrait à tous d'accéder à la meilleure qualité de soins », explique-t-elle.

Inégalités flagrantes

Pourtant, après trois ans de travail et de consultations des

professionnels de santé, la Commission n'a tenu aucun compte de ses recommandations. En juillet, elle a dégainé une directive qui considère la santé comme un simple service, et laisse libre cours à toutes les pratiques. « Sans autorisation préalable, on développe une santé à deux vitesses. Seuls les plus riches pourraient aller se faire soigner à l'étranger », déplore Bernadette Vergnaud. C'est donc à contrecœur qu'elle a appelé les parlementaires européens, il y a quelques semaines, à voter contre son propre rapport d'initiative pour faire barrage à la directive concoctée par la Commission européenne. D'autant que ce texte met en danger la qualité des soins. « Cette directive ne doit pas être un prétexte pour moins investir dans les systèmes de sécurité nationaux et

envoyer les patients se faire soigner dans un autre État membre », a condamné Anne Ferreira, eurodéputée socialiste, membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, devant le Parlement européen. Sous couvert de promouvoir la liberté de chacun de se faire soigner où il le souhaite dans l'UE, le texte actuel met à mal le principe de solidarité et crée des inégalités flagrantes entre les patients. Une deuxième lecture est prévue en septembre 2009. D'ici là, les socialistes espèrent bien être majoritaires au Parlement européen pour faire du cadre européen une plus-value pour la santé des citoyens.

Fanny Costes

13

Les socialistes au service des Européens

En France comme en Europe, un travail de sape des services publics est mis en œuvre par la droite. Des milliers de postes dans l'Éducation, la police ou l'hôpital disparaissent dans notre pays. Au sein de l'UE, la majorité vote aux côtés de la commission Barroso et des libéraux européens pour la concurrence généralisée des réseaux électriques ou postaux, et en faveur d'une libéralisation de services comme la santé ou l'aide à l'insertion. Devant la destruction de services d'intérêt généraux et l'érosion de la solidarité européenne, le PS a décidé d'agir sur deux fronts. Michel Vauzelle, président socialiste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a lancé une pétition en ligne demandant l'inscription dans la Constitution d'une charte des services publics garantissant « le droit pour tous à des services publics de qualité et de proximité » (www.referendum-servicespublics.fr). Une proposition de loi en ce sens sera portée par la gauche.

À l'échelle européenne, par ailleurs, les socialistes font campagne pour obtenir une majorité au Parlement européen dès le 7 juin prochain. L'une de leurs priorités sera de proposer une directive cadre garantissant l'avenir des services publics. Car les règles en matière de concurrence ne doivent en aucun cas s'opposer à l'accomplissement des missions de service public et à leur financement.

Sud-Est : une terre de

L'eurorégion Sud-Est est sans doute le territoire le plus riche de contrastes de cette campagne européenne. Entre les pôles de technologies hyper développés de la région Rhône-Alpes, l'agriculture de piémont de l'Ardèche et les micro-productions corses, les combats ne manqueront pas au Parlement européen.

Renforcer les coopérations régionales

L'eurorégion Sud-Est se distingue par une forte densité de population. En effet, si la Provence-Alpes-Côte d'Azur compte plus de 4,7 millions d'habitants, la région Rhône-Alpes, qui la compose également, est riche d'une population de 6 millions d'habitants. Elle est la sixième région la plus peuplée d'Europe, un poids démographique comparable à celui du Danemark et de la Belgique. Depuis 1988, la région Rhône-Alpes a engagé une coopération avec le Bade-Wurtemberg, la Catalogne et la Lombardie sous le nom de « Quatre Moteurs pour l'Europe ». Par ailleurs, elle coopère avec Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ligurie, le Piémont et le Val d'Aoste au sein de l'Eurorégion « Alpes Méditerranée », créée en novembre 2006. « De quoi peser à Bruxelles comme la Bavière, souligne Jean-Jack Queyranne. C'est un véritable outil pour faire



La ville de Lyon

du lobbying auprès de la Commission européenne, obtenir des décisions et des financements. » Ce groupement régional franco-italien représente en effet plus de 17 millions d'habitants. « Ces coopérations ont permis de mettre en place des initiatives communes en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement du territoire », explique Sylvie Guillaume, deuxième sur la liste Sud-Est. Le projet de liaison Lyon-Turin entre notamment dans le cadre de ces coopérations. 7000 projets ont été menés en six ans. Cela va de la création d'un pôle de recherche et d'expertise en écolo-toxicologie dans la Drôme à la lutte contre l'analphabétisme numérique dans le

Rhône. Ces projets ont profité d'un financement non négligeable du Feder (Fonds européen de développement régional). « Il est important de montrer que les régions participent et que l'Europe permet la concrétisation d'une partie de ces projets qui ont des effets directs sur le quotidien des citoyens.

Or nous savons que désormais, les budgets européens seront insuffisants pour payer cette politique. » L'ambition socialiste est donc d'aller ferrailler au Parlement pour obtenir une baisse minimale des fonds alloués par l'Europe. Les dotations au titre des programmes européens pour la politique régionale sont de l'ordre de 1,5 milliard d'euros.

contrastes et de combats



Favoriser la mobilité des jeunes

Plus de 150 000 étudiants en région PACA, 230 000 en Rhône-Alpes qui compte aussi 9 universités et 40 grandes écoles, l'euro-région Sud-Est affiche un taux de matière grise particulièrement élevé. « Les jeunes sont fortement représentés dans la région, explique Sylvie Guillaume, c'est un enjeu structurel important, le poids de l'université est de première importance. La question qui se pose actuellement est d'évaluer la manière dont la crise impactera la formation et l'emploi des jeunes. » La région a permis de développer de réelles opportunités de formation pour les

jeunes. « Nous avons le sentiment que les coupes dans le budget européen pourraient atteindre les programmes d'échanges universitaires comme Erasmus ou Socrates, s'inquiète Sylvie Guillaume. Ce serait une grave erreur car ils participent du sentiment de citoyenneté européenne. Il nous faut donc défendre ces politiques d'échanges. »

Cette défense de la mobilité des jeunes en Europe passe ainsi par un soutien fort aux dispositifs déjà mis en place, comme le service civil européen, l'attribution, large, de bourses, et le dispositif des eurolycées. « Pour nous, il s'agit de mieux former les jeunes et de mieux les informer sur leur avenir. »

Favoriser la diversification agricole

Le vin rosé dont on a beaucoup parlé depuis quelques semaines était un peu la bouteille qui dissimulait le magnum. Car au-delà de cette production, menacée par le coupage des vins accepté par l'Europe, se cache une série de petites productions qu'il faut soutenir comme l'élevage ovin. « Pour ce qui concerne l'élevage, il ne faut pas voir seulement la production, explique Gil Breyse, colistier de Vincent Peillon et directeur de cabinet de Pascal Terrasse, président du conseil général de l'Ardèche. L'enjeu réside également dans l'entretien de l'espace. La région est riche de mini-

productions qui luttent contre la désertification. » L'agriculture dans le Sud-Est est loin d'être sélective, les exploitations polyvalentes dominent : les cultures maraîchères, le petit élevage, les châtaigneraies en Corse. Les zones de production sont de plus des zones difficiles, plus que de l'agriculture de moyenne montagne, il s'agit d'une agriculture de piémont. « Pour ce qui est du premier levier de la PAC, il y a déjà des choses enclenchées, même s'il faudrait aller encore plus loin dans le rééquilibrage des aides, affirme Gil Breyse. Mais c'est surtout le deuxième pilier de la politique agricole qui touche aux questions d'aménagement du territoire qui doit être renforcé. On pourrait ainsi mieux développer tout ce qui touche à l'agrotourisme, aux fermes pédagogiques, dans une région fortement touristique. Cela peut être un atout supplémentaire. » Les efforts de l'État doivent toutefois se conjuguer, en la matière, aux efforts européens. « En 1998-1999, le gouvernement avait mis en place un contrat territorial d'exploitation qui, associé à des mesures de Bruxelles, avait donné de l'espoir aux petits producteurs, se souvient Gil Breyse. Malheureusement, quelques années plus tard, le gouvernement de droite avait tout remis par terre. »

Stéphanie Platat

« Nous essayons au maximum d'aller à la rencontre des gens »



Tête de liste de l'eurorégion Sud-est, Vincent Peillon mène dans le Sud-Est une campagne dynamique et rythmée, riche de rencontres et qui aura pour point d'orgue le meeting de Marseille, le 19 mai.

Sur quels points du Manifesto allez-vous insister ces prochaines semaines ?

Nous allons insister sur le plan de relance économique que nous souhaitons, sur la défense du service public et des emplois. Etant donné la violence et l'ampleur de la crise, le questionnement sur le modèle de développement économique à mettre en place est très présent.

Les gens que nous rencontrons durant cette campagne ont une préoccupation commune, qui repose sur la question économique et la question sociale. Nous avons eu par exemple des rendez-vous de travail avec les Caterpillar, bien avant que ne commence leur épopée médiatique. Ces salariés étaient profondément inquiets. Une des réponses socialistes à cette inquiétude a été de faire adopter par le Parlement la réforme du Fonds Européen d'ajustement à la mondialisation qui concerne justement directement les Caterpillar. Cette réforme permet la facilitation de l'octroi des 500 millions d'euros d'aides disponibles au niveau européen pour les victimes des licenciements dus à la crise économique.

Quelles seront les étapes marquantes de votre campagne ?

Nous avons beaucoup de débats prévus, face à Michel Barnier notamment. Il y a de nombreux rendez-vous médiatiques. Le 19 mai à Marseille, nous allons faire un beau meeting avec Martine Aubry. Nous avons également des meetings prévus à Grenoble et à Lyon. Je serai le 11 mai à Lyon, le 12 à Privas.

À partir de cette semaine, nous faisons un département tous les jours. Nous allons également passer deux ou trois jours en Corse, rencontrer les électeurs d'Ajaccio, de Calvi et de Bastia. Nous voulons absolument couvrir tout le territoire. La région est plurielle, alors nous organisons des rendez-vous sur des sujets multiples comme la montagne, la méditerranée, le tourisme ou l'agriculture. Nous essayons au maximum d'aller à la rencontre des gens. En cela, je bénéficie de l'aide de l'équipe de Patrick Menucci qui est formidable.

Comment avez-vous débuté cette campagne européenne sur le terrain ?

La campagne a débuté pour nous il y a déjà un mois, avec la volonté de forcer le débat sur l'Europe. Nous avons réalisé que personne à droite ne voulait vraiment s'investir dans cette question européenne. Nous avons choisi de dire en quoi l'Europe peut être un recours nécessaire. Nous avons également présenté les limites de cette Europe.

Sur le terrain, j'ai pu bénéficier d'une implication forte des élus locaux avec qui je travaille en parfaite association. Ils sont très présents et pèsent beaucoup sur la campagne grâce à leurs réseaux. Cette eurorégion est très grande. Elle n'a pas vraiment d'homogénéité, les Alpes-Maritimes n'ont rien à voir avec la Drôme par exemple.

***Propos recueillis
par Stéphanie Platat***

Clermont-Ferrand au Centre de la campagne européenne

La politique est un sport collectif ! Quoi de mieux qu'un meeting dans un gymnase de Clermont-Ferrand bondé pour l'illustrer. Ce 4 mai, militants, candidats et soutiens sont venus de toute l'Europe pour que, le 7 juin prochain, les socialistes soient majoritaires au Parlement de Strasbourg. Ce grand meeting, en plein cœur de l'euro-région Centre, a réuni 700 militants chauffés à blanc, une liste dynamique conduite par le député européen sortant Henri Weber, et trois invités de marque, preuve de la mobilisation sans faille des Parti socialiste français et européen. Martine Aubry, François Hollande, venu de Corrèze en voisin et Martin Schulz, le président allemand du groupe socialiste européen au Parlement se sont succédé à la tribune, déclinant les propositions et messages que les militants relayeront sur le terrain durant les dernières semaines de campagne.



Richard Damoret/REA

« L'Europe porteuse d'espoir », Henri Weber

« Si, en Europe, nous avons réussi à vaincre la guerre, si nous avons réussi à mettre fin aux dictatures, si nous avons réussi à juguler l'inflation, nous devons aussi pouvoir vaincre la crise, le chômage et la précarité. »

« Notre plus grand adversaire : l'abstention », François Hollande

« Dans cette élection, nous avons beaucoup d'adversaires, mais il y

en a un qui ne dit pas son nom et qui est en définitive le plus redoutable, c'est l'abstention, l'indifférence, la résignation, voire l'ignorance. Les socialistes doivent donc être unis vers un même objectif, celui d'être majoritaires partout en Europe, le 7 juin prochain. »

« L'heure du changement est arrivée », Martine Aubry

« Oui, il faut profondément changer, et ce n'est pas la droite qui va

changer le système, c'est nous, qui l'avons toujours pourfendu. Le 7 juin, il faut changer de majorité, et c'est possible ! Les Américains l'ont fait. Qui, il y a un an, aurait parié sur la victoire de Barack Obama ? Ce n'était pas évident. Nous regardons déjà ce pays autrement. Nous pouvons faire la même chose ici, en Europe, le 7 juin, nous pouvons changer la majorité, et le lendemain, dire à Barroso : « Va-t-en avec tes idées libérales, car nous ne voulons plus de ce système. »

Damien Ranger

Sur la route, avec Kader Arif

Le député européen Kader Arif mène la campagne des européennes dans le Sud-Ouest. Depuis la fin du mois de mars, il sillonne ce territoire et multiplie les rencontres avec les militants, les élus locaux, les syndicats et les habitants. L'Hebdo l'a suivi durant une journée. Reportage.

Tête de liste socialiste pour la région du Sud-Ouest, le député européen Kader Arif est profondément attaché à ce territoire : « J'ai grandi à Castres avant d'être le secrétaire fédéral de Haute-Garonne, précise-t-il. Je me suis nourri du rugby, des accents basque, occitan ou catalan, de l'apport des Républicains espagnols et des migrants d'Afrique du Nord, des grandes figures de gauche, de Combes à Jaurès. » Pour sa campagne, il sillonne les routes

depuis fin mars : « D'abord, nous rassemblons les militants, les élus locaux et nous allons à la rencontre des syndicats, des habitants de la région. Tout ce travail portera ses fruits en fin de campagne. »

Ce jeudi 7 mai, Kader Arif et son équipe se rendent dans l'Aveyron. Départ à 8 heures de la ville rose, dès le café du matin avalé. Direction Roquefort. « L'Aveyron est une terre catholique. Les victoires socialistes sont récentes. Elles ont été possibles grâce à un ensemble de luttes, notamment contre la suppression des hôpitaux de proximité. » À Roquefort, des syndicalistes et des élus socialistes sont autour de la table. « Bonne nouvelle, l'administration Obama vient de mettre fin aux taxes de 300% imposées par l'équipe Bush sur les exportations de Roquefort aux États-Unis. Nous continuerons d'in-

tervenir pour la suppression de toute surtaxe », argumente Kader Arif. « On est épuisé par l'augmentation des cadences », se plaint Ghislaine Fabre, déléguée CDFT, qui rappelle qu'une ouvrière gagne moins de 1 200 euros par mois, après 25 ans de travail chez Roquefort Société. La moitié du salaire passe dans le logement. « Nous étions 6000 salariés, il y a encore quelques années, contre 1 700 aujourd'hui. La société est de plus en plus rentable, mais nos enfants ne sont plus embauchés. Il faudrait une loi qui interdise ces pratiques », résume Christian Blanc, secrétaire CGT du comité d'entreprise de Roquefort Société.

Vin rosé

En réponse, Kader Arif promet de « combattre le dumping social et financier entre pays de l'Union. Cela implique de doubler le budget communautaire et de mettre sur pied une clause transversale de protection des acquis sociaux. Enfin, les socialistes européens veulent faire entrer les représentants des salariés aux conseils d'administration des sociétés. Sinon, on continuera à nous raconter n'importe quoi. » Autre sujet d'inquiétude évoqué durant cette rencontre, le vin. S'étendant aux pieds de la chaîne des Pyrénées, la région est marquée par la vigne, du Narbonnais au Bordelais. « Le



Visite de la centrale thermique de Cransac-les-Thermes avec la députée Marie-Lou Marcel

À Milliau, à droite Éric Andrieu



vin rosé n'est qu'une couleur pour les libéraux comme Michel Barnier [ministre de l'Agriculture et tête de liste UMP pour l'Île-de-France]. Or, le vin rosé, c'est tout un terroir allié au travail des hommes », explique Eric Andrieu, vice-président de la Région Languedoc-Roussillon et numéro trois sur la liste socialiste. Coup de téléphone après la réunion. Pascal Massol, président de l'Association des producteurs de lait indépendants, demande un entretien à Kader Arif : « Les nouvelles ne sont pas bonnes ! Les laiteries proposent 0,22 centime le litre alors que notre prix de revient est de 0,35 ! » Rendez-vous est pris pour le soir même, à Rodez. « On va faire pression sur la Commission européenne pour qu'elle rétablisse les quotas laitiers avant que nous n'ayons plus aucun producteur de lait », le rassure le député européen.

Fonds de pension

L'après-midi a été consacrée à l'industrie. Le Sud-Ouest a été touché de plein fouet par les fermetures d'usines : Celanese à Lacq, Molex, Freescale à Toulouse... « Au total, des milliers de familles sont menacées », souligne Kader Arif avant d'observer : « Les décisions sont prises au loin par des fonds de pension. Contrairement à nous, les salariés des pays anglosaxons n'ont pas droit à des retraites par répartition. Ils doivent donc confier leur épargne à des fonds de pension qui vivent les salariés ici pour constituer des retraites là-bas. » Le modèle des libéraux a du plomb dans l'aile.

Rejoint par Marie-Lou Marcel, députée et vice-présidente de la Région, Kader Arif visite la centrale thermique de Cransac-les-Thermes. Mise sur pied dans

d'anciennes houillères, elle fonctionne avec des noyaux de fruits. La réalisation n'aurait pas pu voir le jour dans cette petite commune rurale sans une aide européenne qui a couvert près d'un quart des frais. Puis, les élus ont visité Decazeville, une ancienne commune minière qui représente un exemple de réhabilitation de friches industrielles. Là encore, les subventions européennes ont permis la construction d'un pôle petite enfance, d'une maison emploi-formation, d'un cinéma, d'une salle de concerts et l'aménagement d'une zone d'activités. « Decazeville est le seul pôle industriel à avoir créé des emplois avec Toulouse. Ces réalisations prouvent que l'Europe peut être un moyen de développement », indique Kader Arif. Le périple se clôt le soir, à Rodez, devant 120 personnes. La fraîcheur enveloppe l'assemblée. Le maire de Rodez, Christian Teyssède, et Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées, sont présents. Eric Andrieu insiste sur l'enjeu : « Les socialistes ne sont qu'à soixante députés de la majorité au Parlement européen. En inversant la majorité, on gagnerait du même coup la présidence de la Commission européenne. L'impact serait énorme ! » Le lendemain matin, Kader Arif est reparti sur les routes défendre la vision socialiste de l'Europe.

Olivier Vilain

L'Europe face à la crise : la relance des socialistes

● Une crise sans précédent

La zone euro est entrée pour la première fois en récession depuis sa création en 1999, avec un recul de 1,6 % de son PIB au quatrième trimestre 2008. La production industrielle a fortement chuté au quatrième trimestre (-5,3 %). Les instituts européens prévoient une poursuite de la récession pour les trimestres à venir, alors même que les effets des plans de relance ont été pris en compte. La situation de l'emploi va continuer de se dégrader et la dynamique des salaires devrait devenir négative.

● La droite n'a pas été à la hauteur

Au total, les plans de relance européens n'atteignent que 200 milliards d'euros, dont 170 proviennent des plans nationaux. La relance européenne se limite à un assemblage de plans nationaux, souvent pas à la hauteur de l'enjeu, et sans réelle coordination, alors que l'administration Obama injecte près de 800 milliards de dollars dans l'économie américaine. Ces plans, inefficaces et déséquilibrés, ne comprennent aucun volet social. Les décisions de la droite ont aggravé l'ampleur de la crise et affaibli les marges de manœuvre. Au Parlement européen, la droite a ainsi approuvé les perspectives financières 2007-2013 qui réduisent le budget européen pour 2008 à moins de 1 % du PIB, se privant des moyens d'une relance concertée à l'échelle européenne.

● Les propositions des socialistes

- Un vrai plan de relance à l'échelle européenne, comprenant à la fois des mesures de soutien à l'investissement et à la consommation, avec :
 - une augmentation du budget de l'Union à 1,5 % du PIB ;
 - la reconnaissance du droit pour l'UE de lever des emprunts pour financer ses investissements de long terme, notamment dans les infrastructures.
- Une stratégie européenne pour une croissance écologique, innovante, qui créera 10 millions d'emplois à l'horizon 2020 (dont 2 millions pour le secteur des énergies renouvelables à lui seul), reposant sur :
 - le développement du système de transports le plus efficace, avec un réseau ferroviaire à grande vitesse ;
 - le développement des réseaux de transport d'énergie et de transport de données à large bande ;
 - l'augmentation des budgets de recherche-développement et la promotion de l'innovation ;
 - un Pacte européen pour le développement de l'emploi, reposant sur la mobilisation des ressources du Fonds social européen pour le retour à l'emploi et le renforcement des qualifications et le financement d'un Programme de Compétences pour préparer les salariés aux emplois dans le domaine des technologies « vertes » et des énergies renouvelables ;
 - l'augmentation de la capacité de crédit de la Banque Européenne d'Investissement et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement et la simplification de l'accès des PME à ces crédits, un plus large accès au Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation afin de soutenir les salariés, dont les intérimaires, qui ont perdu leur emploi.
 - la réorientation de l'action de la Banque Centrale Européenne vers le soutien de la croissance et de l'emploi tout en préservant la stabilité des prix.



Le Pacte européen de progrès social

● L'Europe sociale : une priorité

L'avenir du modèle social européen est devenu l'enjeu d'une immense bataille politique, et c'est pourquoi nous avons fait de l'Europe sociale une priorité dans notre programme et dans notre action. C'est à l'échelle européenne que nous pouvons défendre les intérêts des travailleurs et des salariés des secteurs durement touchés par la crise. La démocratie, à l'échelle nationale, n'a pas les moyens de s'imposer face au pouvoir économique mondialisé.

● Les attaques de la droite

Les droites françaises et européennes ont régulièrement porté des attaques sévères aux acquis sociaux (retraites, santé) en proposant de réduire les charges sociales. Cette concurrence néolibérale et conservatrice nivelle les droits sociaux par le bas. L'UMP et le Modem - avec la droite européenne - ont voté pour contraindre les travailleurs à une activité au-delà de l'âge légal de la retraite. Toute la droite européenne a voté contre la proposition des socialistes européens visant à mettre en place un salaire minimal dans chaque État membre. Ce faisant, elle a voté pour le dumping salarial et la généralisation des salaires de misère.

● Ce que la gauche a déjà acquis

Directive sur le temps de travail

Après une victoire au sein du Parlement européen, le Conseil, majoritairement à droite, a refusé d'interdire les cadences infernales de 65h par semaine ! Le revirement de la France sur ce dossier - suite à l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy - a donné une majorité aux tenants de la ligne la plus antisociale.

Directive sur le travail intérimaire

Les 3 millions de travailleurs intérimaires en Europe bénéficieront des mêmes conditions de traitement – temps de travail, pause, repos, congés... – et de salaire que les salariés de l'entreprise.

Nous avons aussi obtenu un renforcement des moyens d'intervention et de contrôle des salariés et des partenaires sociaux sur leur entreprise.

● Les propositions socialistes

- Une stratégie européenne pour une croissance écologique, innovante et riche en emplois, qui créera 10 millions de nouveaux emplois à l'horizon 2020 ;
- Un Pacte européen pour le développement de l'emploi, comprenant :
 - Une mobilisation des ressources du Fonds social européen ;
 - Un investissement dans l'Éducation ;
 - Une formation tout au long de la vie ;
 - Un meilleur accès au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation.
- Un cadre européen pour les services publics afin de garantir un droit d'accès universel et égal.
- Un accord européen sur les salaires, garantissant un salaire égal à travail égal et prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent. Nous agirons pour la fixation d'une durée maximale de travail décente ainsi que pour le droit à la négociation collective.
- Une clause de sauvegarde sociale qui protégera les acquis sociaux des États membres contre les directives qui les mettraient en cause.
- Inscrire le droit à l'information des salariés dans les directives sur le droit des entreprises et dans la directive sur les comités d'entreprise européens.



Lutter contre le changement climatique

● Une lutte à mener ensemble

Les conséquences du changement climatique peuvent être considérables, redessinant les zones habitables et cultivables, avec l'élévation du niveau des mers et la hausse des températures. L'UE doit se mobiliser à la hauteur de la crise et des défis climatiques et entraîne avec elle le plus possible d'États dans cette lutte.

● La position ambiguë de la droite

- Si la droite souscrit au principe de la lutte contre le changement climatique, son obsession est de maintenir la compétitivité de l'économie européenne. Elle s'est aussi opposée très majoritairement à l'objectif plus ambitieux de 30% de réduction de CO₂ dès 2020. Favorable à un budget en peau de chagrin, elle refuse de doter l'Europe des moyens nécessaires aux ambitions affichées.
- Beaucoup de concessions ont été accordées aux États membres les plus récalcitrants (Italie, Allemagne, Pologne...) face à un engagement plus soutenu en matière de réduction des émissions de CO₂.
- Le « paquet Climat » (réduire de 20% les émissions de CO₂ par rapport au niveau de 1990, porter à 20% la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie et améliorer de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020) a été bouclé en moins d'un an, la Présidence française de l'Union européenne voulant des résultats court-termistes affichés dans la presse. Cette précipitation a contribué à affaiblir les ambitions déclarées au printemps 2007. La responsabilité des chefs d'État et de gouvernement, très majoritairement de droite, est importante.

● Les propositions socialistes

- Réduire les émissions de CO₂ de 30% en 2020 et d'au moins 60%, voire 80% en 2050 ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre prioritairement au sein de l'UE, en raison de sa responsabilité particulière dans le changement climatique, avec les États-Unis ;
- Instaurer une taxe carbone pour les produits importés dans l'Union d'États n'ayant pas ou ayant une législation faible en matière de lutte contre le changement climatique et les émissions polluantes ;
- Investir plus massivement dans les modes de production (investissement dans la recherche et l'innovation) et de circulation plus sobres en carbone, notamment en encourageant les services publics de transport (personnes et marchandises) ;
- Adopter des dispositions plus contraignantes en matière d'efficacité énergétique, notamment dans le secteur du bâtiment qui représente un potentiel d'économie d'énergie (réduction de la facture énergétique des ménages) et de réduction des émissions de CO₂ non négligeable ;
- Soutenir les pays en développement et émergents dans leur lutte contre le changement climatique, lutter contre la déforestation et pour la reforestation, en intégrant des conditions environnementales mais aussi sociales (réintégration des populations déplacées, par exemple) ;
- Adopter une approche plus prudente en matière de développement et de promotion des agro-carburants ;
- Le budget européen doit être réorienté vers la croissance écologique et innovante.



Pour une croissance verte

● Un défi majeur

L'UE doit élaborer un nouveau modèle économique de développement durable. Il faut une politique qui réponde aux besoins économiques et sociaux immédiats et qui soit en même temps une politique mondiale verte. Nous proposons une stratégie européenne pour une croissance écologique, innovante et riche en emplois, qui créera 10 millions de nouveaux emplois à l'horizon 2020 et donnera à l'Europe le leadership mondial de l'innovation, des nouveaux produits et des technologies durables.

● La droite n'est pas prête à le relever

- Lors de la révision de la directive-cadre sur les déchets, la droite européenne s'est opposée à l'amendement du PSE qui demandait un cadre pour optimiser le recyclage des déchets.
- La droite s'est toujours opposée, dans les rapports sur les plans de relance ou sur le budget de l'Union, à l'idée que la crise doit être aussi l'occasion de favoriser des investissements dans la croissance verte.
- Elle a toujours voté contre l'internalisation des coûts externes liés à la pollution en matière de transport.
- Dans le paquet sur le changement climatique, la droite a enterré notre proposition de consacrer les revenus engendrés par la mise aux enchères des droits d'émission carbone à des investissements verts (le soutien à l'adaptation des PME aux nouvelles normes, par exemple).

● Les propositions socialistes

- Développer un réseau ferroviaire à grande vitesse, compétitif et d'un coût accessible entre grandes villes et régions européennes, bien connecté aux autres modes de transport ;
- Créer un espace aérien intégré offrant des routes aériennes plus directes et des temps de vol réduits ;
- Rendre le transport maritime et fluvial plus propre, plus efficace et plus sûr ;
- Transformer les transports urbains : les maires socialistes d'Europe montrent l'exemple dans le manifeste Mobilité Urbaine qu'ils ont publié en 2008, présentant de nouveaux concepts plus rapides, économiques, non polluants. Le Parlement européen vient d'ailleurs d'adopter un plan d'action (rapport Savary) ;
- Présentation d'un programme européen de développement des réseaux de transport d'énergie et de transport de données à large bande, indispensables à l'économie européenne de demain. Deux types de financement : par la Banque Européenne d'Investissement et par l'injection de fonds structurels communautaires dans ces domaines d'avenir ;
- Développer l'efficacité énergétique pour diminuer les factures des familles et pour créer des emplois, notamment dans les travaux d'isolation du bâtiment ;
- Financer dans le budget européen un Programme de Compétences destiné à préparer les salariés, dans toute l'Europe, aux emplois de demain comme ceux liés aux technologies « vertes » et aux énergies renouvelables ;
- Poursuivre l'application du principe du pollueur-payeur.



La droite en Europe, c'est...

Sarkozy de retour en campagne

À Nîmes, le 5 mai, pour le lancement de la campagne européenne de l'UMP ; à Berlin, le 10 mai, aux côtés d'Angela Merkel pour la campagne européenne du PPE, Nicolas Sarkozy aime jouer au candidat. Dans la crise, le président de la République trouve donc le temps de vanter son action nationale et européenne. À Nîmes, il s'est autocongratulé comme Président de l'UE et a réaffirmé son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union et son attachement à « l'héritage de la chrétienté » de l'Europe. Preuve, s'il en fallait encore une, que Nicolas Sarkozy est le vrai chef de file de l'UMP. Pourtant est-ce son parti, dans le cadre des comptes de la campagne européenne, ou l'Élysée qui s'est chargé de régler le déplacement du Président à Nîmes ? Une question que se posent les socialistes qui demanderont à la commission de contrôle de vérifier que les Français ne financent pas les gesticulations du « candidat européen » Sarkozy.

Le mépris des droits des femmes

La droite européenne vient une nouvelle fois de prouver son incapacité à favoriser le progrès social. En refusant de voter une proposition de règlement de la Commission en faveur de l'allongement de la durée légale minimum du congé maternité, elle montre qu'elle se soucie peu du combat des femmes pour concilier vie familiale et vie professionnelle. Le rapport de la Commission envisageait pourtant un passage de 14 à 18 semaines consécutives de congé maternité. Une telle mesure aurait obligé des pays comme l'Allemagne, la Belgique ou la France à s'aligner sur ce seuil. Le PS « déplore l'attitude de la droite européenne qui vient de démontrer, une fois de plus, son archaïsme et le peu de souci du bien-être de millions de femmes ».



Si les socialistes étaient majoritaires...

Ils auraient vraiment agi contre la crise

L'Europe aurait les moyens d'agir : en 2006, lors du débat sur le budget, les socialistes défendaient déjà des ressources pour l'Europe à la hauteur des projets européens programmés et des défis auxquels il faut collectivement faire face. Malheureusement, cette bataille s'est soldée par un échec. À cette occasion, les égoïsmes nationaux portés par la droite ont été plus forts que la solidarité.

Au moment de la crise, ils auraient porté un effort de relance équivalent à 400 milliards d'euros (3 % du PIB de l'UE) avec une véritable coordination européenne des plans nationaux, afin d'éviter la concurrence entre les différents plans. De nouveaux moyens, au niveau national et européen, auraient été mis en place pour finan-

cer la reprise coordonnée de l'activité économique et de l'emploi, par exemple via les Eurobonds (emprunts contractés par l'ensemble de l'UE et non par un seul État membre). Enfin, la lutte contre les paradis fiscaux ne se serait pas limitée à une gesticulation médiatique : le montant de cette fraude se monte à 200 milliards par an, soit 2 % du PIB ! Il s'agissait de relancer immédiatement l'économie, tout en préparant un nouveau modèle économique de développement durable.

Page réalisée par F.C. et J.L.





Université d'été à La Rochelle du 28 au 30 août 2009

Espace Encan - Quai Louis Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants, le vendredi 28 août 2009 à 13h30

☐ Tarif participant 75 € (Buffet du samedi midi¹ + repas festif du samedi soir compris¹ - sans hébergement²)

Les badges et les tickets repas vous seront remis sur place

☐ Tarif participant 50 € (sans repas - sans hébergement²)

Nom* : Prénom* :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Tél. : Portable :

e-mail :@.....

Fédération Département* :

Adhérent(e) au Parti Socialiste depuis (ANNÉE D'ADHÉSION) :

Je souhaite bénéficier d'un billet Congrès SNCF : Oui ☐ Non ☐

Pour information : l'Université du MJS se tiendra aux mêmes dates et au même endroit.

LES INSCRIPTIONS PARVENUES APRÈS LE 19 JUIN 2009 NE SERONT PAS PRISES EN COMPTE.

ATTENTION : IL N'Y AURA AUCUNE INSCRIPTION SUR PLACE

*** merci d'écrire en majuscule**

¹ Repas dans la limite des places disponibles

² Nous n'assurons pas l'hébergement, contacter l'office de tourisme de La Rochelle tél. : 05 46 50 50 31

À retourner accompagné du chèque à l'ordre du Parti Socialiste au :

Parti Socialiste - La Rochelle - 10 rue de Solférino - 75222 Paris Cedex 07

1979 : les premières élections



Gabriel Duval/AFP

La première élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct est organisée, il y a 30 ans, en juin 1979. Le principe figurait déjà dans le Traité de Rome, en 1957. Mais il a fallu attendre le sommet de Paris, en décembre 1974, pour mettre l'application à l'ordre du jour.

Juin 1979. Les électeurs s'apprentent à désigner, pour la première fois, l'Assemblée européenne au suffrage universel direct. Le principe figurait déjà dans le Traité de Rome, en 1957, mais il a fallu attendre le sommet de Paris, en décembre 1974, pour passer à l'acte. « La France accepte ces élections moyennant la création d'un Conseil

européen réunissant au moins trois fois par an les chefs d'État et de gouvernement », précise Jean-Marcel Bichat, ancien collaborateur de François Mitterrand. Chaque pays organise le scrutin à sa guise. Et tous optent pour la représentation proportionnelle, à l'exception notable du Royaume-Uni, fidèle au scrutin uninominal à un tour.

Polémique

« Dans les neuf États (1) qui composent l'Union à l'époque, les élections, dominées par des préoccupations de politique intérieure, sont transformées en une sorte de vaste sondage d'opinion, poursuit Jean-Marcel Bichat. Le RPR et le PCF sont plus que réservés

sur ce scrutin et sur le principe de la construction d'une Europe politique, mais l'opinion est loin de ces débats. » Dans l'Hexagone, onze listes sont en lice. Les quatre principales sont représentées par les partis-phares : PC, PS, UDF et RPR. Arlette Laguiller, l'écologiste Solange Fernex, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Philippe Malaud et Pierre Poujade, pour la droite, Tixier-Vignancour, pour l'extrême-droite, Huguette Bouchardeau, pour le PSU, et Jean-Edern Hallier complètent le tableau. Le reste est affaire de tactique. « Le PC cherche ainsi à s'allier avec un viticul- teur catholique notoire, Maffre-Baugé, et l'UDF avec plusieurs ministres, ainsi que les maires de Lyon, Toulouse et

européennes

Strasbourg, en plus de responsables socio-professionnels de l'agriculture, des PME et des CCI », renchérit Jean-Marcel Bichat. La campagne débute sous l'œil attentif du gouvernement. Alors chef de file du RPR, Jacques Chirac dénonce « une manipulation sans précédent des moyens d'information au bénéfice de la liste officielle ». Le PC se lance dans une polémique antisocialiste. « Le PS, encore plongé dans l'ambiance du congrès de Metz qui a vu s'opposer l'alliance Mitterrand-CERES au duo Rocard-Mauroy, doit convaincre qu'il est pour l'Europe, au même titre que l'UDF et Giscard qu'il combat sur le front de la politique intérieure, analyse Jean-Marcel Bichat. Chirac, encore lui, dénonce le « parti de l'étranger » dans son « appel de Cochin » d'un nationalisme outrancier, mais finit par mettre ses attaques contre le gouvernement Barre en sourdine.

Force de changement

Les résultats diffèrent des statistiques publiées par le ministère de l'Intérieur. L'UDF prend un siège au PS, ce qui conduit François Mitterrand à renoncer à son élection et à saisir le Conseil d'État. L'absence d'enjeu décisif et le mode de scrutin national, sans incitation locale à la par-

ticipation, expliquent un abstentionnisme élevé, à hauteur de 38,8 %. « Le PC retrouve son score de 1978, gagne des voix dans le Midi hostile à l'élargissement du Marché commun, mais perd dans ses bastions industriels et dans les villes qu'il administre, note Jean-Marcel Bichat. Marchais se satisfait d'avoir réduit l'écart avec le PS. *L'Humanité* ironise sur le "rêve évanoui" du PS, manifestement l'adversaire principal du PC. »

Les commentateurs s'accordent sur le succès de l'UDF, l'échec de Chirac, qui paie au prix fort ses contradictions, et la défaite du PS. « Avec 23,5 % des voix contre 28,9 % aux dernières cantonales, le parti d'Epinaï connaît son premier recul », souligne l'ex-proche de François Mitterrand. Certains évoquent un « retard à l'allumage ». « Les observateurs oublient que si le PS recule dans ses principaux bastions, il résiste, progresse même là où il commence à peine à s'implanter ». « Nous sommes, et de loin, le premier parti de la gauche, la seule force de changement en France. », constate alors le porte-parole du PS, Laurent Fabius. Ce que confirmeront les résultats de l'élection présidentielle de 1981.

Bruno Tranchant

1. Allemagne, Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni.

CHRONOLOGIE

Les votes de 1979 à 2004

1979 : Simone Veil (UDF-CNIP) 27,61 %, 25 élus, François Mitterrand (PS-MRG) 23,53 %, 22 élus, Marchais (PC) 20,52 %, 19 élus, Chirac (RPR-CNIP) 16,31 %, 15 élus.

1984 : Simone Veil (RPR-UDF-CNIP) 43,02 %, Lionel Jospin (PS) 20,76 %, Georges Marchais (PC) 11,20 %, Jean-Marie Le Pen (FN) 10,95 %. La liste unique de la droite autour de la centriste Simone Veil, honnie par la droite extrême qui voit en elle le symbole du droit à l'avortement, offre un boulevard à Le Pen qui obtient 10 élus, soit autant que le PC.

1989 : Giscard d'Estaing (RPR-UDF-CNIP) 28,88 %, Laurent Fabius (PS-MRG) 23,61 %, Le Pen 11,76 %, Waechter 10,61 % (meilleur score des Verts), Simone Veil (UDF) 8,42 %, Herzog (PC) 7,74 %

1994 : Baudis (RPR-UDF-CNIP) 25,58 %, Michel Rocard (PS) 14,49 %, De Villiers 13,05 %, Bernard Tapie (MRG) 12,03 %, Le Pen 10,52 %, Wurtz (PC) 6,89 %.

1999 : François Hollande (PS-MDC-PRG) 21,95 %, Pasqua-de Villiers (RPF) 13,05 %, Sarkozy (RPR-DL-Génération Ecologie) 12,82 %, Cohn-Bendit (Verts) 9,72 %, Bayrou 9,28 %, Hue (PC) 6,78 %, Le Pen 5,69 %, Laguiller-Krivine 5,18 %.

2004 (réforme Raffarin, 8 circonscriptions) : PS 28,9 % (31 élus sur 78 sièges), UMP 16,6 % (17), UDF 12 % (11), FN 9,8 % (7), Verts, 7,4 % (6), MPF 6,7 % (3), PC 5,9 % (3).



À votre service

Novice en politique, Lise Kossibale a déjà un agenda de ministre. À 22 ans, cette jeune fille pressée jongle habilement entre ses études de droit public – elle est en première année de mastère – et ses fonctions de conseillère municipale des Mureaux (Yvelines). À cet emploi du temps déjà bien chargé s'ajoute depuis peu son nouveau rôle de secrétaire nationale adjointe du PS aux services publics, aux côtés de Razy Hammadi. « Et je prépare aussi le barreau », précise cette admiratrice de Robert Badinter, avec un large sourire. Car même si elle vit à 100 à l'heure, Lise n'a rien d'une carriériste hyperstressée et hautaine. Peut-être parce qu'elle aime profondément ce qu'elle fait. « Je milite au Parti socialiste depuis l'âge de 18 ans. J'ai toujours aimé me battre pour les autres, défendre les idées auxquelles je crois. »

Son engagement politique lui a pourtant coûté quelques sacrifices. Sa passion pour la danse notamment. « Depuis l'âge de 10 ans, je faisais de la danse hip-hop dans un groupe, les "Funky ladies". Nous étions semi-pro et on tournait beaucoup en Europe. Mais il est arrivé un moment où j'ai vraiment dû faire un choix. » Ses amis et les autres membres des « Funky ladies » l'encourageant dans son nouveau parcours. « Aux Mureaux, les jeunes sont contents de voir



« **Changer de majorité au Parlement permettra de renforcer les services publics alors que la droite cherche à les détruire** »

quelqu'un comme moi au Conseil municipal : une fille, jeune et métissée », confie Lise, fille d'une Roumaine et d'un Centrafricain. Dans les années 80, la Roumanie communiste noue des partenariats avec des pays africains

« frères ». Le père de Lise part alors faire ses études de médecine en Roumanie où il rencontre celle qui deviendra sa femme.

La représentation de la diversité dans la sphère politique est donc un sujet qui lui tient à

cœur. « Sur ce plan, l'élection de Barack Obama représente un immense espoir », s'enthousiasme-t-elle. Mais c'est loin d'être son unique cheval de bataille. Lectrice assidue de Simone de Beauvoir, Lise qui a découvert « la difficulté d'être femme en politique » se dit aussi féministe. Et pour l'heure, sa priorité est évidemment la défense des services publics. « C'est doublement important. D'abord à cause des élections européennes. Changer de majorité au Parlement permettra de renforcer les services publics alors que la droite cherche à les détruire. Et il faudra se battre ensuite contre la transposition de la directive européenne qui vise à les soumettre au marché. » La future avocate plaide la cause avec fougue et conviction. Nul doute qu'elle ira loin.

Elisabeth Philippe